

n°1, janvier 2008

Jean-François Bayart
Chercheur au CNRS (CERI-Sciences Po)

Russie : la septième vie du chat Poutine

On ne sait encore sous quel pelage, mais une chose est sûre : Vladimir Poutine se succédera à lui-même après les élections législatives de décembre et présidentielles de mars. Sa trajectoire personnelle illustre à elle seule la perpétuation de la classe dominante soviétique, et singulièrement de son élite liée aux services secrets, par-delà les péripéties de la *glasnost*, de la *perestroïka*, du multipartisme, du démantèlement de l'URSS et de la privatisation de l'économie. Le mirage de la « transition à la démocratie de marché », dans lequel se sont complus les néo-libéraux occidentaux au début des années 1990, s'est depuis longtemps dissipé. Que reste-t-il de leur arrogance idéologique et de leur *hubris* de thérapeutes de choc ? Le musellement des médias, quelques crimes politiques bien ciblés, des consultations si transparentes que les observateurs européens renoncent à les contrôler, l'assujettissement de la libéralisation à la « verticale du pouvoir », la subordination à la sécurité et à la souveraineté nationales de l'intégration de l'économie russe au marché mondial. Dans les années 1990 la collusion entre les experts américains du Harvard Institute for International Development et les réformateurs moscovites rassemblés autour de Yegor Gaidar et Anatoly Chubais a évidé la conditionnalité de l'aide financière de toute substance et a eu pour principal résultat la reconduction au pouvoir de Boris Eltsine. Comme l'avouait un ancien ministre, Boris Fiodorov, en 1999, « les autorités russes ont appris à faire semblant et l'Occident à feindre de les croire ». Ces fictions ne sont même plus utiles maintenant que le Kremlin peut compter sur les énormes revenus que procure l'exportation des matières premières, en ces temps de flambée des cours.

La privatisation s'est faite *prikhvatizatsia*, c'est-à-dire « accaparement », grâce à la mobilisation des « ressources administratives » par les entrepreneurs liés aux détenteurs de l'autorité publique, en particulier à l'échelon local. Dans ce contexte la fonction policière en charge des illégalismes économiques a elle-même acquis une valeur marchande. Simplement Vladimir Poutine s'est employé à centraliser de nouveau ce processus d'accumulation et à le soumettre à la prééminence de l'Etat, ainsi que l'ont appris à leurs dépens les oligarques Khodorkovski et Berezovski, respectivement jeté en prison et contraint à l'exil. L'insertion croissante de l'économie russe dans le marché mondial équivaut donc au mieux à un capitalisme sans capitalistes que gère une classe politique thermidorienne, accapareuse et

professionnalisée. La cooptation par Gazprom de l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, l'échec de la visite de Nicolas Sarkozy à Moscou par rapport aux objectifs initiaux qu'il s'était donnés en matière de sanctions contre l'Iran, la compréhension de la Hongrie à l'égard des projets russes de pipe-lines et de gazoducs ont montré que l'Europe s'accommodait de cette évolution.

Cette chronique a été publiée dans le numéro de décembre d'Alternatives économiques et est reproduite avec l'aimable autorisation de ce mensuel : www.alternatives-economiques.fr

A lire : Gilles Favarel-Garrigues, *La Police des mœurs économiques de l'URSS à la Russie (1965-1995)*, Paris, CNRS Editions, 2007, 320 p. Bibliogr. (coll. « Mondes russes et est-européens »)